

Questions orales

Les investisseurs étrangers sont les bienvenus au Canada du moment qu'on considère qu'ils procurent un avantage net au pays.

Les Canadiens savent parfaitement que nous avons besoin de nouvelles techniques et que nous devons conserver et accroître notre main-d'oeuvre.

Ils savent également que ces investisseurs effectuent au Canada des placements qui nous procureront des avantages nets. Mon collègue le sait pertinemment, j'en suis sûr.

S'il comparait les chiffres de 1984 avec ceux d'aujourd'hui, il constaterait qu'ils sont très différents par rapport à l'époque où l'AEIE était en place.

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, voilà pour la théorie et les belles paroles.

Examinons les faits, ce dont le ministre a lui-même parlé.

D'abord, la recherche et le développement sont en perte de vitesse sous le gouvernement actuel.

Ensuite, pour ce qui est du nombre record de prises de contrôle que le gouvernement a autorisées, nous avons constaté que 46 p. 100 des industries de la fabrication appartiennent maintenant à des étrangers.

Des voix: La question!

M. Peterson: Nous avons constaté comment le Canada. . .

M. le Président: Le député a établi le bien-fondé de sa question. Il devrait maintenant la poser.

M. Peterson: Ma question est la suivante, monsieur le Président. Étant donné que son pays a perdu 107 000 emplois dans l'industrie de fabrication depuis janvier de l'année dernière, quand le ministre va-t-il annoncer de nouvelles mesures pour arrêter cette hémorragie d'emplois et pour donner aux fabricants canadiens des règles du jeu équitables?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, comme d'habitude mon collègue oublie de parler des emplois qui ont été créés par les étrangers qui investissent ici au Canada. Il a tort de dire que nous avons moins d'argent pour la recherche et le développement. Mais cela a toujours été le refrain du Parti libéral.

Quand on pense au nombre d'emplois créés dans notre pays depuis 1984, on voit qu'il n'y a aucune comparaison avec ce que les libéraux ont fait avant 1984.

Encore une fois, nous sommes fiers de nos réalisations dans le domaine de la création d'emplois et du développement industriel.

Nous continuerons de faire bon accueil aux investisseurs étrangers, pourvu que le Canada en retire des avantages.

Il y a de nombreux exemples de réussites, et il le sait très bien.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre de la Défense nationale.

J'espère que le ministre a eu l'occasion de lire le discours que le très honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures a prononcé samedi et dans lequel il a déclaré qu'il était quelque peu insensé de conserver des armes nucléaires qui ne pouvaient être que dirigées contre nos nouveaux amis de Pologne, de Tchécoslovaquie et d'Allemagne de l'Est.

Des voix: Bravo!

M. Blaikie: Cela ressemble beaucoup à ce que j'ai dit au ministre de la Défense nationale encore jeudi dernier, et qu'il a jugé bon de tourner en ridicule et de rejeter.

Des voix: Oh, oh!

M. Blaikie: Le ministre de la Défense nationale est-il maintenant d'accord avec le point de vue exprimé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures? Ou sont-ils en désaccord sur ce point? Dans la négative, est-il disposé à déclarer aujourd'hui que le gouvernement envisage maintenant d'annuler les essais de missiles de croisière et de refuser même toute demande de mise à l'essai de nouveaux systèmes de lancement d'armes nucléaires?

Des voix: Bravo!

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je voudrais demander à mon collègue de bien vouloir m'excuser, s'il a le sentiment que je m'en prenais à lui. Je ne faisais que lui signaler les inexactitudes contenues dans sa déclaration.

Toute personne qui s'inquiète de la politique étrangère du gouvernement devrait lire en entier le discours du très